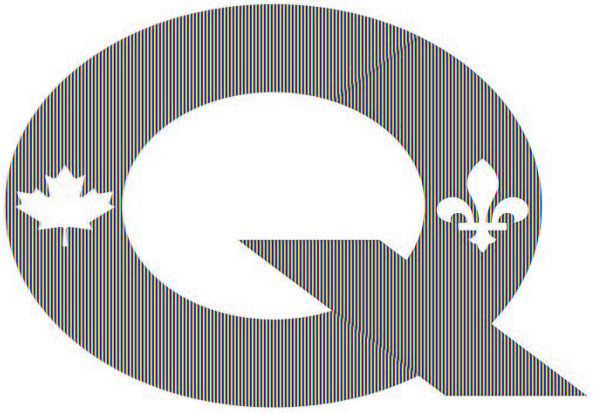
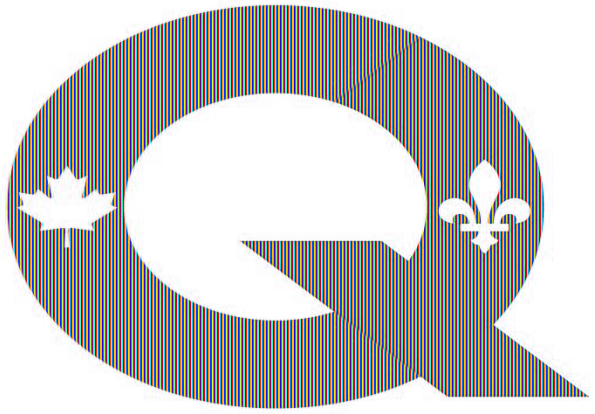
CANADIAN PARTY OF QUEBEC
June Convention 2025



Parti canc
du Québe

Canadian
of Quebec

PARTI CANADIEN DU QUÉBEC
Congrès de juin 2025



Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

AGENDA

• REGISTRATION	10:30 am
• INTRODUCTION	11:00 am
• WHO WE ARE	11.15 am
• WHAT CAN WE DO FOR YOU	
• INTRODUCING JOE CIANFLONE	11:30am
• RATIFY PERMANENT PARTY LEADERSHIP (VOTE)	
• CALL FOR CANDIDATES	Noon
• LUNCH	12:30 pm
• DEPUTY PARTY LEADER AND HEALTH CRITIC MRYTIS FOSSEY	
• TALKS ABOUT OUR HEALTH POLICY	13:30 pm
• BREAK	14:30 pm
• BOARD MEMBER KEITH HENDERSON TALKS ABOUT	
• STAYING CANADIAN AND PARTITION	14:45 pm
• QUESTION AND ANSWER PERIOD	15:45 pm
• CLOSE	16:30 pm

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

AGENDA

- INSCRIPTION 10:30 am
- INTRODUCTION 11:00 am
- QUI NOUS SOMMES 11.15 am
- QUE POUVONS-NOUS FAIRE POUR VOUS
- PRÉSENTATION DE JOE CIANFLONE 11:30am
- RATIFICATION DE LA DIRECTION PERMANENTE DU PARTI (VOTE)
- APPEL À CANDIDATS·ES Noon
- DÎNER 12:30 pm
- CHEF ADJOINT DU PARTI ET CRITIQUE EN SANTÉ MRYTIS FOSSEY
- PARLE DE NOTRE POLITIQUE DE SANTÉ 13:30 pm
- PAUSE 14:30 pm
- MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION KEITH HENDERSON PARLE DE
- DEMEUREZ CANADIEN ET LA PARTITION 14:45 pm
- PÉRIODE DE QUESTIONS-RÉPONSES 15:45 pm
- FERMETURE 16:30 pm

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

Canadian Party of Quebec Foundational Principles

A bold, forward-looking, federalist vision of Quebec to encourage a renaissance that makes our province a major economic, cultural, and linguistic rights hub of Canada and North America.

Principle 1:
Rights are Rights are Rights

Principle 2: Respecting the Integrity of the Canadian Constitution

Principle 3: Bilingualism

Principle 4: Educational Choice

Principle 5: Prosperity for all Quebecers

Principle 6: Rapprochement and Reconciliation

Principle 7:
National Unity

Parti canadien du Québec
Canadian Party of Quebec

Principes fondamentaux du Parti canadien du Québec

Une vision audacieuse, tournée vers l'avenir, et fédéraliste du Québec visant à encourager une renaissance qui fasse de notre province un pôle majeur économique, culturel et des droits linguistiques du Canada et de l'Amérique du Nord.

Principe 1:
Les droits sont les droits sont les droits

Principe 2:
Respect de l'intégrité de la Constitution canadienne

Principe 3:
Bilinguisme

Principe 4:
Liberté de choix en éducation

Principe 5:
Prospérité pour tous et toutes les Québécois·es

Principe 6:
Rapprochement et réconciliation

Principe 7:
Unité nationale

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

EDUCATION

- Revisit the university tuition fees for out of province and international students.
- Establish the same university tuition fees for students from France and Belgium as other international students.
- Eliminate the additional French course requirements for English CEGEP students.
- Allow students and parents the choice of education in French and English without a certificate of eligibility.
- Ensure English courses at the elementary and secondary levels for all students.
- Place the Office de la langue française under the Minister of Education.
- Reallocate $20 million planned increase to OQLF budget to educational priorities and infrastructure projects.
- Change the mandate of the OLFQ to promote better teaching of French within all elementary and secondary schools in Quebec.
- Allow First Nation Communities to integrate their curriculum within their communities.
- Create off -campus CEGEP and university campuses and courses closer to First Nation Communities.

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

ÉDUCATION

- Revoir les frais de scolarité universitaire pour les étudiants hors province et internationaux.
- Établir les mêmes frais de scolarité universitaire pour les étudiants venant de France et de Belgique que pour les autres étudiants internationaux.
- Éliminer les exigences supplémentaires de cours de français pour les étudiants anglophones du CÉGEP.
- Permettre aux étudiants et aux parents de choisir l'éducation en français ou en anglais sans certificat d'admissibilité.
- Assurer des cours d'anglais aux niveaux primaire et secondaire pour tous les étudiants.
- Placer l'Office québécois de la langue française sous la responsabilité du ministre de l' Éducation.
- Réaffecter les 20 millions de dollars prévus pour l'augmentation du budget de l'OQLF aux priorités éducatives et aux projets d'infrastructure.
- Modifier le mandat de l'OQLF pour promouvoir un meilleur enseignement du français dans toutes les écoles primaires et secondaires du Québec.
- Permettre aux communautés des Premières Nations d'intégrer leur propre programme scolaire au sein de leurs communautés.
- Créer des campus et des cours de CÉGEP et d'université hors campus, plus proches des communautés des Premières Nations.

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

HEALTH

- Remove Santé Québec and transfer the budget to hospital infrastructure projects.
- Focus on recruiting new hires for the health system (Family doctors, specialists, nurses and lab techs.).
- Establish fast track training programs to recognize health care providers from other countries.
- Remove the required French language provision for new hires from outside the province, establishing their understanding of either English or French.
- Coordinate both the public and private sector health care to function together.
- Reduce bureaucracy for medical experts
- Place all health care professionals on an annualized salary based on years of experience and specialty.
- Remove the PREM and pay premiums for medical experts **who choose** to work in outer rural areas.

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

SANTÉ

- Supprimer Santé Québec et transférer le budget aux projets d’infrastructure hospitalière.
- Mettre l’accent sur le recrutement de nouveaux employés dans le système de santé (médecins de famille, spécialistes, infirmières et techniciens de laboratoire).
- Établir des programmes de formation accélérée pour reconnaître les professionnels de santé provenant d’autres pays.
- Supprimer l’exigence de la connaissance du français pour les nouvelles embauches venant de l’extérieur de la province, en établissant leur compréhension de l’anglais ou du français.
- Coordonner les secteurs public et privé de la santé pour qu’ils fonctionnent ensemble.
- Réduire la bureaucratie pour les experts médicaux.
- Placer tous les professionnels de la santé sous un salaire annualisé basé sur les années d’expérience et la spécialité.
- Supprimer le PREM et verser des primes aux experts médicaux **qui choisissent** de travailler en milieu rural éloigné.

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

ECONOMY

- Eliminate government spending in provincial sporting activities, such as spending on the Big O and hockey games.
- Ensure public revenue surpluses are transferred to the Provincial Generational Fund to reduce public debt.
- Conduct a thorough analysis of all provincial government ministries to assess viability, productivity and return on investment.
- Abolishing Revenue Quebec and other Government Duplication One of the suggestions made was to abolish Revenue Quebec and transfer tax collection responsibilities to the Canada Revenue Agency (CRA) , as is the case in every other Canadian province
- Create a dashboard to monitor all government services and departments with annual objectives and monthly tracking , such as in health, education, housing, inflation, etc.
- Monitor all government budgets and expenditures, including Ministers expenses annually through audits conducted by independent auditing firms.

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

ÉCONOMIE

- Éliminer les dépenses gouvernementales dans les activités sportives provinciales, telles que les dépenses pour le Big O et les matchs de hockey.
- Veiller à ce que les excédents de revenus publics soient transférés au Fonds générationnel provincial afin de réduire la dette publique.
- Effectuer une analyse approfondie de tous les ministères provinciaux pour évaluer leur viabilité, leur productivité et leur retour sur investissement.
- Abolir Revenu Québec et autres duplications gouvernementales : une des propositions est de supprimer Revenu Québec et de transférer les responsabilités de collecte des impôts à l'Agence du revenu du Canada (ARC), comme dans toutes les autres provinces canadiennes.
- Créer un tableau de bord pour surveiller tous les services et départements gouvernementaux avec des objectifs annuels et un suivi mensuel, par exemple en santé, éducation, logement, inflation, etc.
- Surveiller tous les budgets et dépenses gouvernementaux, y compris les dépenses des ministres, par des audits annuels réalisés par des firmes d'audit indépendantes.

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

Human rights for all

- Ensure that the Canadian Constitution and Human Rights are applied to all, without linguistic exceptions.
- Ensure religious freedoms are respected including religious symbols for all positions.
- Ensure all provincial government services are offered in both official languages, without exceptions.
- Ensure that provincial government civil service adequately represents the English, First Nations, and allophone populations of the province.
- Allow educational freedom of choice for parents and students on which language they wish to learn in.
- Ensure that all judicial matters are offered in both official languages.

Parti canadien du Québec
Canadian Party of Quebec

Droits humains pour tous

- Veiller à ce que la Constitution canadienne et les droits humains soient appliqués à tous, sans exception linguistique.
- Garantir le respect des libertés religieuses, y compris le port de symboles religieux pour toutes les fonctions.
- Assurer que tous les services gouvernementaux provinciaux soient offerts dans les deux langues officielles, sans exception.
- Veiller à ce que la fonction publique provinciale représente adéquatement les populations anglophones, des Premières Nations et allophones de la province.
- Permettre la liberté de choix éducatif aux parents et aux élèves quant à la langue qu’ils souhaitent apprendre.
- Garantir que toutes les affaires judiciaires soient traitées dans les deux langues officielles.

Parti canadien du Québec
Canadian Party of Quebec

PRÉSENTATION DE JOSEPH CIANFLONE

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

Joe est né à Montréal et a fréquenté son école primaire et son lycée à Montréal.

Il est un homme de famille marié avec cinq enfants.

Diplômé des universités Harvard et Oxford en économie et en mathématiques, il a réussi à obtenir une maîtrise en sciences économiques financières.

Il est trilingue, parlant français, anglais et italien.

Joe a été cofondateur du Groupe de travail sur la politique linguistique et du Parti canadien du Québec.

Il est membre actif du conseil d'administration des deux organisations depuis leur création.

Sa carrière s'est déroulée dans les secteurs de la santé et des finances, notamment en tant que vice-président exécutif, finances et stratégie chez Pearl Health, et directeur financier chez Metafix Inc. Il a également occupé des postes de direction et de gestion chez Black Diamond et PSP Investments.

Joe est actif sur la scène politique depuis 2021. Il soutient fermement les droits humains au Québec, la stabilité économique de la province, ainsi que les services de santé et d'éducation dans les deux langues officielles, pour ne nommer que ceux-ci.

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

VOTE

Parti canadien du Québec
Canadian Party of Quebec

•COMMENT VOTER

- VOUS DEVEZ ÊTRE MEMBRE POUR VOTER.
- VOTRE ADHÉSION DOIT ÊTRE VALIDE AU 23 MAI 2025.
- UNE CARTE DE VOTE VOUS A ÉTÉ FOURNIE.
- CERCLEZ OUI OU NON POUR LA RATIFICATION DU CHEF DU PARTI.
- VOUS SEREZ INVITÉ(E) À DÉPOSER VOTRE CARTE EN TOUTE CONFIDENTIALITÉ DANS LA BOÎTE.
- LES VOTES SERONT COMPILÉS ET L’ANNONCE SERA FAITE AUJOURD’HUI.

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

APPEL À CANDIDATS·ES

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

•CALL FOR CANDIDATES

•We have begun our recruiting process for candidates for the 2026 election campaign.

•The competencies and skillsets for a party candidate are the following:

- Similar values as the party
- Be or become a member of the party.
- Community relations and involvement
- Clean credit and criminal investigation report
- Solid career background
- Bilingualism (does not have to be perfect in both languages, but must be able to get their point across in both official language, English and French)
- Debating experiences an asset

Parti canadien du Québec
Canadian Party of Quebec

•APPEL À CANDIDATS·ES

•Nous avons commencé notre processus de recrutement de candidats pour la campagne électorale de 2026.

•Les compétences et qualifications requises pour un candidat du parti sont les suivantes :

- *** Partager des valeurs similaires à celles du parti**
- *** Être membre ou devenir membre du parti**
- *** Relations communautaires et engagement**
- *** Casier judiciaire et dossier de crédit vierges**
- *** Parcours professionnel solide**
- *** Bilinguisme (la maîtrise parfaite des deux langues n’est pas obligatoire, mais le candidat doit pouvoir s’exprimer clairement en anglais et en français)**
- *** Expérience en débat, un atout**

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

•What you need to know to become a candidate

- You must complete interviews with the party leadership team.
- You must complete the party documentation and go through the criminal and credit background verifications.
- You must get involved in the riding that you will be running in.
- When the writ drops (when the election is called) you will need to get 175 signatures of registered voters in your riding.
- Once you have obtained the signatures, you will need to meet with an Election Quebec representative to get your nomination approved.
- Once approved, your name will be on the ballot.
- **Wait!! Your work is not done.**

a. You need to get yourself known in your riding.

b. You will need an Official Agent and Event Coordinator on your team.

c. Meet the voters, attend and participate in debates.

d. Put up your signage and keep track as to where your signs are located.

e. After the election, you are responsible for taking down the signs.

- To assist in making the lives of fellow Quebecers better.
- To ensure that the Human Rights are maintained for all.
- To push the Party agenda forward.

•Should you win a seat in the National Assembly

- You will need to be in Quebec City a minimum of twice per month.
- Your annual salary will be in the range of $131,766.00
- Expenses to open your office in your riding $500,000.00
- Expenses for travel
- Additional salary if you are part of a committee

If interested, please provide your name to Cynthia Costigan.

If you know of someone who might be interested, please provide their name to Cynthia Costigan.

We will contact you for a follow up.

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

CURRENT CANDIDATES

CANDIDATS·E S ACTUELS

- **Audrey Baillairge**
- Currently an attorney with Lazurus Legal, formerly with Cain, Lamarre, in civil and commercial law
- Fluently Bilingual
- A graduate from the University of Sherbrooke
- Has worked with The Refugee Center and done volunteer work with the Clinique juridique de Montréal Nord.

- **Audrey Baillairge**
- Actuellement avocate chez Lazurus Legal, anciennement chez Cain, Lamarre, en droit civil et commercial
- Bilingue courante
- Diplômée de l’Université de Sherbrooke
- A travaillé avec le Centre des réfugiés et fait du bénévolat à la Clinique juridique de Montréal-Nord.

RETURNING CANDIDATES

CANDIDATS·ES RÉCURRENTS·TES

CANDIDATS·ES DE RETOUR

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

•MYRTIS FOSSEY, DEPUTY PARTY LEADER, HEALTH CRITIC

- Active Board of Directors Member
- Former Candidate in Ville St-Laurent
- Clinical Psychologist
- Graduate of McGill University
- Fluent in French, English, and Greek.

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

•MYRTIS FOSSEY, CHEF ADJOINT DU PARTI, CRITIQUE EN SANTÉ

- Membre actif du conseil d'administration
- Ancienne candidate à Ville Saint-Laurent
- Psychologue clinicienne
- Diplômée de l'Université McGill
- Maîtrise du français, de l'anglais et du grec.

- **Will Twolan**
  - Current Member of the Board of Directors
  - Member of the Communications Committee, Executive Committee and Volunteer Committee
  - Former candidate for Pontiac in 2022
  - Student at the University of Ottawa in political communication
  - Bilingual
  - Currently Communication and Digital Asset Coordinator for the Canadian Party of Quebec

- **Will Twolan**
- Membre actuel du conseil d'administration
- Membre du comité des communications, du comité exécutif et du comité des bénévoles
- Ancien candidat dans Pontiac en 2022
- Étudiant à l'Université d'Ottawa en communication politique
- Bilingue
- Actuellement coordonnateur des communications et des actifs numériques pour le Parti canadien du Québec

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

- **Jonathan Gray**
- Membre actuel du conseil d’administration
- Président du comité exécutif
- Ancien candidat dans la circonscription de Robert-Baldwin en 2022
- Enseignant au conseil scolaire Sir Wilfrid Laurier en technologies de l’information et sciences
- Diplômé de l’Université Concordia
- Bilingue

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

•LUNCH
•DÎNER

•MYRTIS FOSSEY, DEPUTY PARTY LEADER, HEALTH CRITIC

- Active Board of Directors Member
- Former Candidate in Ville St-Laurent
- Clinical Psychologist
- Graduate of McGill University
- Fluent in French, English, and Greek.

Parti cana
du Québe
Canadian
of Quebec

•MYRTIS FOSSEY, CHEF ADJOINTE DU PARTI, CRITIQUE EN SANTÉ

- Membre active du conseil d’administration
- Ancienne candidate à Ville Saint-Laurent
- Psychologue clinicienne
- Diplômée de l’Université McGill
- Parle couramment le français, l’anglais et le grec.

Universal Healthcare – The Canadian Dream

Healthcare Act - Universal access to healthcare

Shared responsibility

Management of funds and healthcare services by the provinces

Regulation and accountability - Federal Transfer Funds

Soins de santé universels – Le rêve canadien

Loi sur la santé – Accès universel aux soins de santé

Shared responsibility

Gestion des fonds et des services de santé par les provinces

Réglementation et reddition de comptes – Fonds de transfert fédéraux

Canada Health Act - Criteria & Conditions

5 Criteria

- Public Administration
- Comprehensiveness
- Universality
- Portability
- Accessibility

2 Conditions

- Information
- Recognition

Loi canadienne sur la santé – Critères et conditions

5 Critères

- Administration publique
- Intégralité
- Universalité
- Transférabilité
- Accessibilité

2 conditions

- Information
- Reconnaissance

Shared Responsibility

- Failure to fulfill 5 criteria and 2 conditions on province's part incurs sanctions in the forms of
  - transfer payments being withheld
  - provincial repayment of federal funds

Responsabilité partagée

- Le non-respect des 5 critères et des 2 conditions par une province entraîne des sanctions sous forme de :
  - Retenue des paiements de transfert
  - Remboursement par la province des fonds fédéraux

Access Access Access

- What does “universal access to medical care” mean
- Current situation, access understood primarily as a financial matter
  - other aspects of universal accessibility largely ignored

Accès Accès Accès

- Qu’est-ce que « l’accès universel aux soins médicaux » signifie ?
- Situation actuelle : l’accès est principalement perçu comme une question financière.
  - Les autres aspects de l’accessibilité universelle sont largement ignorés.

Access = Finances

- Fears of a two-tier system at the root of the Healthcare Act
  - In Theory: Private care will siphon funds and professionals away from the public system thereby weakening it
    - In essence there are fears that all the good doctors will move to private practice making good healthcare unaffordable
  - In Practice: The removal of financial incentives to institutions and professionals has restricted access to timely care for quick and preventative measures
    - In essence unless you are facing a lethal situation, emergency care and preventative medicine take a back seat

Accès = Finances

- Craintes d’un système à deux vitesses à l’origine de la Loi sur la santé
  - En théorie : Les soins privés détourneront les fonds et les professionnels du système public, l’affaiblissant ainsi
    - En substance, on craint que tous les bons médecins ne passent en pratique privée, rendant les soins de qualité inaccessibles financièrement
- En pratique : La suppression des incitations financières pour les établissements et les professionnels a limité l’accès à des soins rapides et préventifs
  - En substance, sauf en cas de situation mortelle, les soins d’urgence et la médecine préventive passent au second plan

Finance: Jurisdictional Intersection

- Universal Access to Health Care - Provincial or Federal matter?
- Does the federal or provincial Charter of rights prevail in the case of healthcare?
  - By way of example
    - are federal language rights recognized in provincial jurisdictions?
    - should training and accreditation certificates in healthcare be universal and recognized in all provincial jurisdictions?

Finances : intersection des compétences

- Accès universel aux soins de santé – compétence provinciale ou fédérale ?
- La Charte des droits fédérale ou provinciale prévaut-elle en matière de santé ?
  - À titre d'exemple :
    - Les droits linguistiques fédéraux sont-ils reconnus dans les juridictions provinciales ?
    - Les certificats de formation et d'accréditation en santé devraient-ils être universels et reconnus dans toutes les provinces ?

Reality Check – The Quebec Dilemma

- Health care the biggest ticket item in provincial budget – Quebec is dependent on financial assistance from the Federal Government
  - This fact is at odds with Quebec autonomy/independence

Bilan de la réalité – Le dilemme québécois

- Les soins de santé représentent la dépense la plus importante dans le budget provincial – le Québec dépend de l’aide financière du gouvernement fédéral.
  - Ce fait est en contradiction avec l’autonomie/l’indépendance du Québec.

Quebec Solution 1 – Bill 15

- Overzealous centralization of provincial responsibilities in healthcare mean that provincial autonomy effectively trumps federal regulation
- Unconstitutional provincial laws protected by notwithstanding clause combine to erode access to healthcare

Solution québécoise 1 – Projet de loi 15

- Une centralisation excessive des responsabilités provinciales en matière de santé fait que l’autonomie provinciale prévaut effectivement sur la réglementation fédérale.
- Des lois provinciales inconstitutionnelles, protégées par la clause dérogatoire, contribuent à réduire l’accès aux soins de santé.

Quebec Solution 2 - Loopholes

- Quebec is also distinct in it's search for loopholes
  - Example: emergency transportation not covered by RAMQ
  - Example: no overtime or part-time work
  - Example: tissues as discretionary rather than essential
  - Example: punitive measures against young practitioners to be forced into public service

Solution québécoise 2 – Failles juridiques

- Le Québec se distingue également par sa recherche de failles juridiques
  - Exemple : transport d’urgence non couvert par la RAMQ
  - Exemple : absence d’heures supplémentaires ou de travail à temps partiel
  - Exemple : les produits d’hygiène considérés comme accessoires plutôt qu’essentiels
  - Exemple : mesures punitives visant à forcer les jeunes praticiens à effectuer un service public

Distinct Examples

- Bill 15 and 96 - If the MUHC is now primarily a provincial institution under “Sante Quebec”, is the hospital considered a uniquely Francophone workplace and not subject to federal bilingual access laws?
- Bill 15 and 96 - Will proof of “Historic Anglophone” status be required to receive Health services in English?
- Bill 15 and 21 - If the local eldercare residence is now also a provincial institution under “Sante Quebec”, will a professional healthcare provider be allowed to wear a symbol of their faith at work?

Exemples distincts

- Projet de loi 15 et 96 – Si le MUHC est désormais principalement une institution provinciale sous « Santé Québec », l'hôpital est-il considéré comme un milieu de travail strictement francophone et non soumis aux lois fédérales sur l'accès bilingue ?
- Projet de loi 15 et 96 – Une preuve de statut « anglophone historique » sera-t-elle exigée pour recevoir des services de santé en anglais ?
- Projet de loi 15 et 21 – Si la résidence locale pour personnes âgées est également une institution provinciale sous « Santé Québec », un professionnel de la santé pourra-t-il porter un symbole religieux au travail ?

Bill 15 + Bill 96 = ?

- Toxic mix revealed in summer 2024
  - OQLF visits Jewish General Hospital - Yiddish plaques
  - July 18th, Quebec government issues 31-page healthcare language directive
  - OQLF visits Santa Cabrini Hospital - investigation following a complaint
  - Public Protests and open letter from a few ministers
  - Bilingual Status can now be revoked from a healthcare institution by Sante Quebec

Projet de loi 15 + Projet de loi 96 = ?

- Mélange toxique révélé à l'été 2024
  - Visite de l'OQLF à l'Hôpital général juif – plaques en yiddish
  - Le 18 juillet, le gouvernement du Québec publie une directive linguistique de 31 pages sur les soins de santé
  - Visite de l'OQLF à l'Hôpital Santa Cabrini – enquête suite à une plainte
  - Manifestations publiques et lettre ouverte de plusieurs ministres
  - Le statut bilingue peut désormais être révoqué d'une institution de santé par Santé Québec

Healthcare as a Crown Corporation = Headache

- December 1rst 2024 - Sante Quebec Takes Over
  - Thousands of positions have been and will be cut
  - Reduction in hours worked by 3.65 per cent
  - Reduction in home-care services
  - Reduction in the use of private health agencies
  - Cutting overtime/part-time work
  - Eliminating vacant positions
  - Absences in personnel not replaced

Les soins de santé en tant que société d'État = casse-tête

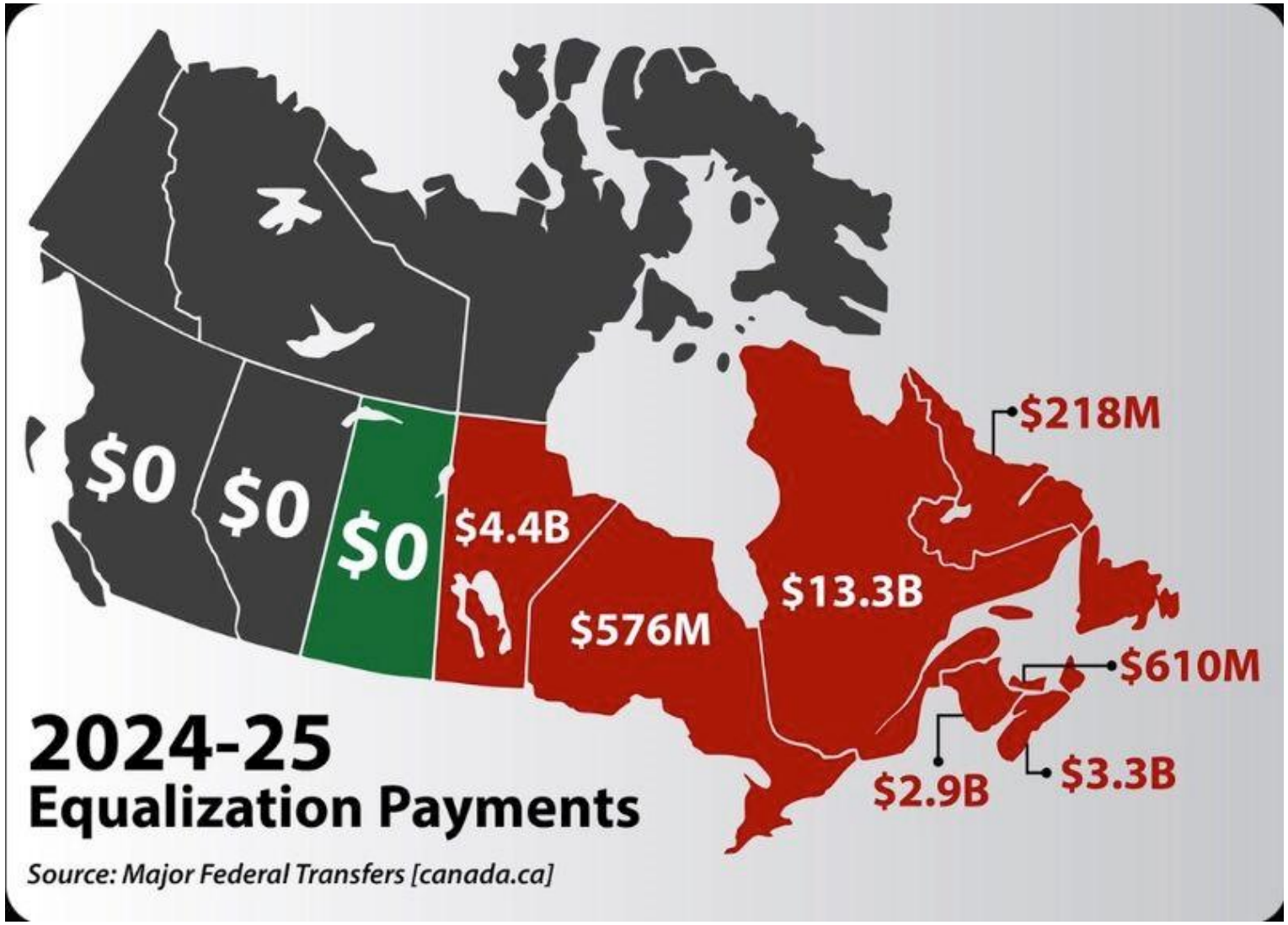
- 1er décembre 2024 – Prise en charge par Santé Québec
  - Des milliers de postes ont été et seront supprimés
  - Réduction des heures travaillées de 3,65 %
  - Réduction des services de soins à domicile
  - Réduction du recours aux agences privées de santé
  - Suppression des heures supplémentaires et du travail à temps partiel
  - Élimination des postes vacants
  - Absences de personnel non remplacées

Cost-Cutting in Health Care

- Despite Provincial Budget Deficit 11 Billion
- Despite Highest amount of Federal Transfer Funds: 13 Billion dollars
- Where is the money going?

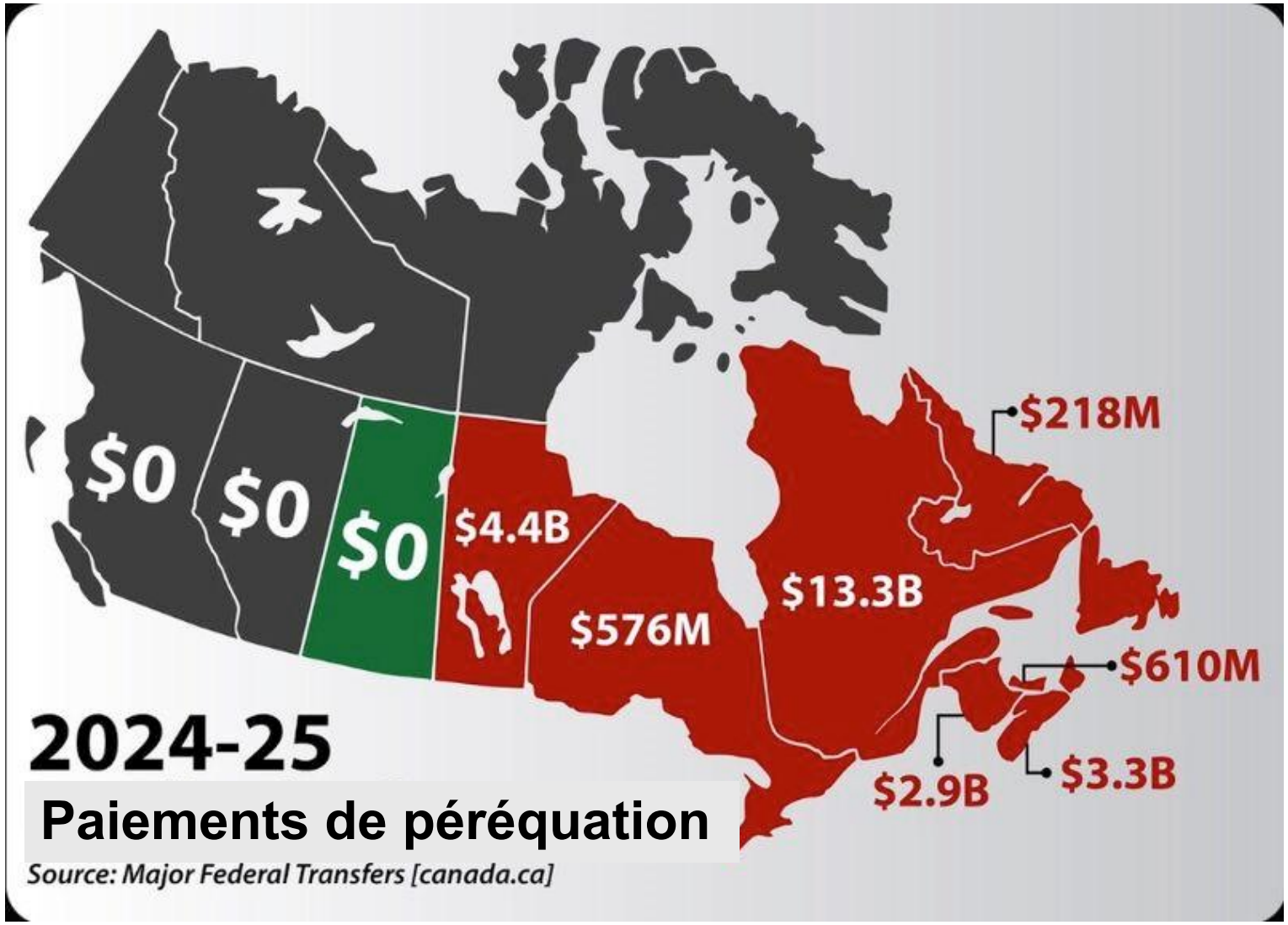
Parti canadien du Québec
Canadian Party of Quebec

What would YOU do with $13.3 Billion?



Parti canadien du Québec
Canadian Party of Quebec

Que feriez-VOUS avec 13,3 milliards de dollars ?



Redifining Access

- What about access to preventative medicine?
- What about access to alternative medicine?
- What about geographical access to local clinics?
- What about access to educational/training for aspiring healthcare professionals?
- What about access to accreditation for healthcare professionals?
- What about access to individualized healthcare?

Redéfinir l’accès

- Qu’en est-il de l’accès à la médecine préventive ?
- Qu’en est-il de l’accès à la médecine alternative ?
- Qu’en est-il de l’accès géographique aux cliniques locales ?
- Qu’en est-il de l’accès à la formation pour les futurs professionnels de la santé ?
- Qu’en est-il de l’accès à la reconnaissance des accréditations pour les professionnels de la santé ?
- Qu’en est-il de l’accès à des soins personnalisés ?

CaPQ Health Platform

- Key to good healthcare - ACCESS
- CaPQ proposes
  - To provide the best level of Healthcare and Social Services to all Quebecers by reducing the gap between supply and demand for services and service providers and by eliminating government monopoly over health services.

Plateforme santé du PaCQ

- Clé d’un bon système de santé – L’ACCÈS
- Le PaCQ propose
  - D’offrir le meilleur niveau de soins de santé et de services sociaux à tous les Québécois en réduisant l’ écart entre l’offre et la demande de services et de prestataires, et en éliminant le monopole gouvernemental sur les services de santé.

CaPQ Health Policy - Big 5

1) Reject Dubé Reforms and Santé Québec
2) Increase Supply - Attract, train and retain high quality service providers
3) Decrease Demand - Proactive instead of reactive treatment
4) De-centralize and Individualize Services
5) Federal Support

Politique de santé du PaCQ – Les 5 grands

1) Rejeter les réformes Dubé et Santé Québec
2) Augmenter l'offre – Attirer, former et retenir des prestataires de services de haute qualité
3) Diminuer la demande – Privilégier un traitement proactif plutôt que réactif
4) Décentraliser et individualiser les services
5) Soutien fédéral

Increase Supply

- Attract high quality service providers
  - recognize training received outside Quebec - in particular, create pan-Canadian accreditation
  - remove French language requirement in favor of proficiency in either official language
  - pay bonus for working in rural areas
  - additional funding for providers who assemble/lead a local multidisciplinary clinic
  - Job sharing and part-time positions to improve working conditions for young practitioners with families or elder practitioners at retirement

Accroître l’offre

- Attirer des prestataires de services de haute qualité
  - Reconnaître la formation reçue hors Québec – en particulier, créer une accréditation pancanadienne
  - Supprimer l’exigence de la langue française au profit de la maîtrise d’une des deux langues officielles
  - Verser une prime pour le travail en milieu rural
  - Financement supplémentaire pour les prestataires qui créent ou dirigent une clinique multidisciplinaire locale
  - Partage d’emploi et postes à temps partiel pour améliorer les conditions de travail des jeunes praticiens avec famille ou des praticiens âgés en phase de retraite

Increase Supply

- Train high quality service providers
  - bilingual training as part of institutional accreditation and funding
  - requirements to receive continuing education training in both official languages, a portion of credits to be in the service provider's "other" official language

Accroître l’offre

- Former des prestataires de services de haute qualité
  - Formation bilingue intégrée à l’accréditation institutionnelle et au financement
  - Exigences pour suivre une formation continue dans les deux langues officielles, avec une partie des crédits en langue officielle « secondaire » du prestataire de services

Increase Supply

- Retain high quality service providers
  - pay bonus for supervision and hiring of students or junior practitioners by senior practitioners
  - pay bonus for governing board membership in local clinics/hospitals
  - pay bonus for providing training opportunities in both official languages to students or junior practitioners

Accroître l’offre

- Conserver des prestataires de services de haute qualité
  - Verser une prime pour la supervision et l’embauche d’ étudiants ou de praticiens juniors par des praticiens seniors
  - Verser une prime pour la participation au conseil d’administration des cliniques ou hôpitaux locaux
  - Verser une prime pour offrir des opportunités de formation dans les deux langues officielles aux étudiants ou praticiens juniors

Decrease Demand

- Proactive instead of reactive treatment
  - favor individualised long term care plans in conjunction with crisis intervention plans
  - bonus for multidisciplinary teams working together to develop long term care plans
  - reward private insurers for coverage of wider range of service providers not just specialists
  - reward private insurers for coverage of well-visits for all age groups
  - fund research in alternative medicines/therapies
  - bonuses for clinics making use of low-tech solutions rather than reliance upon specialists in mega hospitals

Réduire la demande

- Traitement proactif plutôt que réactif
  - Favoriser les plans de soins personnalisés à long terme en conjonction avec des plans d'intervention en situation de crise
  - Prime pour les équipes multidisciplinaires travaillant ensemble à l'élaboration de plans de soins à long terme
  - Récompenser les assureurs privés pour la couverture d'un plus large éventail de prestataires de services, pas seulement les spécialistes
  - Récompenser les assureurs privés pour la couverture des visites de contrôle pour tous les groupes d'âge
  - Financer la recherche sur les médecines/thérapies alternatives
  - Primes pour les cliniques utilisant des solutions à faible technologie plutôt que de dépendre uniquement des spécialistes dans les méga-hôpitaux

Individualize Services

- De-centralize and Individualize Services
  - favor the use of existing local services whether private or public
  - facilitate the development of more local clinics with local self-governance
  - facilitate the creation of local multidisciplinary teams in response to specific local demands
  - ensure all services are available bilingually regardless of location, make use of interpreter services if necessary

Individualiser les services

- Décentraliser et individualiser les services
  - favoriser l’utilisation des services locaux existants, qu’ils soient privés ou publics
  - faciliter le développement de davantage de cliniques locales avec une autogestion locale
  - faciliter la création d’équipes multidisciplinaires locales en réponse aux demandes spécifiques du milieu
  - assurer que tous les services soient disponibles en bilingue, peu importe l’emplacement, en recourant aux services d’interprètes si nécessaire

Federal Support

- Federal Support
  - transfers from Ottawa to be increased from 22% to 35%
  - transfers from Ottawa to be contingent upon following the Canadian Charter of Rights with respect to language rights and minority rights
  - funding for NGOs equitable for both French and English populations

Soutien fédéral

- Soutien fédéral
  - Les transferts d’Ottawa doivent passer de 22 % à 35 %
  - Les transferts d’Ottawa doivent être conditionnels au respect de la Charte canadienne des droits concernant les droits linguistiques et les droits des minorités
  - Un financement équitable des ONG pour les populations francophones et anglophones

The CaPQ and You

- I have presented some of the things the CaPQ can do for you, but I need your help
  - Feedback on policy proposals
  - Creation of committees for the policies that are most important to you

Le Parti canadien du Québec et vous

- Je vous ai présenté certaines des choses que le PaCQ peut faire pour vous, mais j’ai besoin de votre aide.
    - Retour sur les propositions politiques
    - Création de comités pour les politiques qui vous tiennent le plus à cœur.

Your Future with CaPQ

- Canadian Charter Rights Upheld - Staying Canadian
- Complete Universal Access to Healthcare - Not just Economic Access
- Bilingual - Language rights protected
- Multicultural - Ethnic and religious rights protected
- Prosperous Economy - Free local enterprise encouraged
- High Educational Attainment - Excellence in Curriculum and Pedagogy Regardless of Language

Votre avenir avec le PaCQ

- Respect des droits garantis par la Charte canadienne – Rester Canadien
- Accès universel complet aux soins de santé – Pas seulement un accès économique
- Bilinguisme – Protection des droits linguistiques
- Multiculturalisme – Protection des droits ethniques et religieux
- Économie prospère – Encouragement à l’entreprise locale libre
- Niveau élevé de réussite éducative – Excellence des programmes et de la pédagogie, peu importe la langue

Fighting the good fight - What CaPQ will fight for

- Bilingualism
- Access to Education
- Access to Healthcare
- Religious Rights
- Building a strong Economy
- Cross-cultural recognition and reconciliation

Se battre pour la bonne cause – Ce pour quoi le PaCQ luttera

- Bilinguisme
- Accès à l’éducation
- Accès aux soins de santé
- Droits religieux
- Construction d’une économie forte
- Reconnaissance interculturelle et réconciliation

Be part of the solution

- Action plan for each of you
  - Increase Membership
  - Increase Candidate Pool for 2026 election
  - Creation of Policy Committees
  - Multimedia Exposure
  - Community Exposure
  - Fundraising
  - Local Advocacy
  - Local Events
  - Word of Mouth

Faites partie de la solution

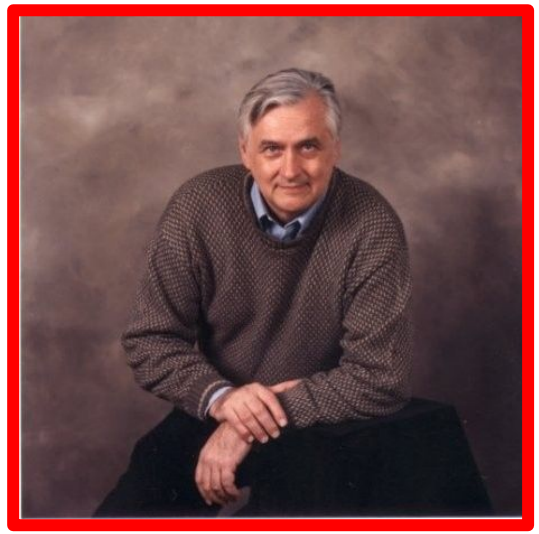
- Plan d’action pour chacun de vous
  - Augmenter le nombre de membres
  - Élargir le bassin de candidats pour l’élection de 2026
  - Création de comités de politique
  - Exposition médiatique
  - Présence dans la communauté
  - Collecte de fonds
  - Plaidoyer local
  - Événements locaux
  - Bouche à oreille

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

- BREAK
- PAUSE

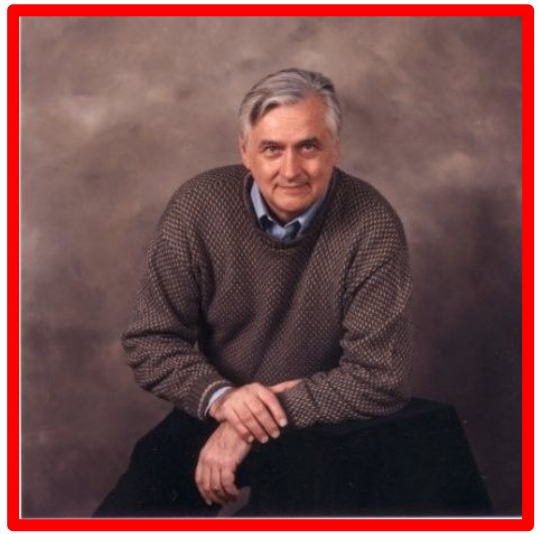
Keith Henderson

- Member of the Board of Directors of the Canadian Party of Quebec
- Former leader of the Equality Party
- Published Author
- Former professor at Vanier College
- Responsible for the Staying Canadian Committee
- Graduate from the University of Toronto and McGill University
- Chairman of the Special Committee for Canadian Unity



Keith Henderson

- Membre du Conseil d'administration du Parti canadien du Québec
- Ancien chef du Parti de l' Égalité
- Auteur publié
- Ancien professeur au Collège Vanier
- Responsable du Comité Rester Canadien
- Diplômé de l'Université de Toronto et de l'Université McGill
- Président du Comité spécial pour l'unité canadienne



Policy on Staying Canadian
August 14, 2024
The Canadian Party of Quebec

Resolution 1: Resolved that the Canadian Party of Quebec adopt the following as party policy on Staying Canadian.

1) The imposition of the Notwithstanding Clause paralysing rights in Quebec forfeits the constitutional protection of Quebec's territorial integrity.

   a. The Constitution Act 1871 provides at Sect. 3 that "the Parliament of Canada may from time to time, with the consent of the Legislature of any Province of the said Dominion, increase, diminish, or otherwise alter the limits of such Province, upon such terms and conditions as may be agreed to by the said Legislature, and may, with the like consent, make provision respecting the effect and operation of any such increase or diminution or alteration of territory in relation to any Province affected thereby."
   b. Section 3 therefore provides constitutional protection for Quebec's boundaries, which cannot be changed without Quebec's consent.
   c. However, international law links the protection of a state's territorial integrity to its respect for fundamental rights and its willingness to eschew discriminatory legislation.

Politique sur le maintien de la canadianité
14 août 2024
Parti canadien du Québec

Résolution 1 : Il est résolu que le Parti canadien du Québec adopte ce qui suit comme politique du parti sur le maintien de la canadianité.

1) L'imposition de la clause dérogatoire paralysant les droits au Québec fait perdre la protection constitutionnelle de l'intégrité territoriale du Québec.

   a. La Loi constitutionnelle de 1871 prévoit à l'article 3 que « le Parlement du Canada peut, de temps à autre, avec le consentement de la législature de toute province dudit Dominion, augmenter, diminuer ou autrement modifier les limites de cette province, selon les modalités et conditions qui peuvent être convenues par ladite législature, et peut, avec un consentement similaire, prévoir l'effet et l'application de toute augmentation, diminution ou modification du territoire en ce qui concerne toute province affectée par celle-ci. »
   b. L'article 3 prévoit donc une protection constitutionnelle des frontières du Québec, qui ne peuvent être modifiées sans le consentement du Québec.
   c. Cependant, le droit international lie la protection de l'intégrité territoriale d'un État au respect des droits fondamentaux et à sa volonté de renoncer à toute législation discriminatoire.

. In the 1998 Reference case, the Supreme Court of Canada stated the following: “A state whose government represents the whole of the people or peoples resident within its territory, on the basis of equality and without discrimination … is entitled to the protection under international law of its territorial integrity.”

e. By invoking the Notwithstanding Clause and thereby shielding its legislation from judicial review, the “state” of Quebec no longer “represents the whole of the people or peoples resident within its territory, on the basis of equality and without discrimination,” and hence forfeits the protection of its territorial integrity.

2) The Canadian Party of Quebec maintains that the future of Canada must be decided by *all* Canadians and not by the outcome of a referendum held only in Quebec on the basis of a fifty percent plus one vote;

. Dans l'arrêt de référence de 1998, la Cour suprême du Canada a déclaré ce qui suit : « Un État dont le gouvernement représente l'ensemble du ou des peuples résidant sur son territoire, sur la base de l'égalité et sans discrimination … a droit à la protection, en droit international, de son intégrité territoriale. »

e. En invoquant la clause dérogatoire et en protégeant ainsi sa législation contre un contrôle judiciaire, « l'État » du Québec ne « représente plus l'ensemble du ou des peuples résidant sur son territoire, sur la base de l'égalité et sans discrimination », et perd par conséquent la protection de son intégrité territoriale.

2) Le Parti canadien du Québec soutient que l'avenir du Canada doit être décidé par *l'ensemble* des Canadiens et non par le résultat d'un référendum tenu uniquement au Québec sur la base d'une majorité de cinquante pour cent plus un vote ;

The Canadian Party of Quebec believes *that if Canada is divisible, so is Quebec* and that the rules governing the establishment of the boundaries of an independent Quebec must be laid down *now,* before any secessionist referendum, not afterward;

4) Unlike all parties represented in the legislative assembly, the Canadian Party of Quebec agrees
   a. With the Supreme Court of Canada which in its 1998 Reference case stated the following: "Nobody seriously suggests that our national existence, seamless in so many aspects, could be effortlessly separated along what are now the provincial boundaries of Quebec;"
   b. With the federal Clarity Act which states: "No Minister of the Crown shall propose a constitutional amendment to effect the secession of a province from Canada unless the Government of Canada has addressed, in its negotiations, the terms of secession that are relevant in the circumstances, including … any changes to the borders of the province…."

Le Parti canadien du Québec estime que si le Canada est divisible, le Québec l'est aussi, et que les règles régissant l' établissement des frontières d'un Québec indépendant doivent être établies dès maintenant, avant tout référendum séparatiste, et non après ;

4) Contrairement à tous les partis représentés à l'Assemblée législative, le Parti canadien du Québec est d'accord.
   a. Avec la Cour suprême du Canada qui, dans son renvoi de 1998, a déclaré ce qui suit : « Personne ne prétend sérieusement que notre existence nationale, si homogène à bien des égards, pourrait être séparée sans effort le long des frontières provinciales actuelles du Québec. »
   b. Avec la Loi fédérale sur la clarté qui stipule : « Aucun ministre de la Couronne ne peut proposer une modification constitutionnelle visant à permettre la sécession d'une province du Canada à moins que le gouvernement du Canada n'ait abordé, dans ses négociations, les conditions de la sécession pertinentes dans les circonstances, y compris […] toute modification des frontières de la province… »

5) If on a clear question and by a sufficient majority, separatists win an independence referendum and if by constitutional amendment, Canada agrees to separation, then The Canadian Party of Quebec will insist on keeping, to the maximum degree possible, all Quebec voting poll districts which vote to stay Canadian within Canada;

6) Before any Quebec independence referendum is conducted, The Canadian Party of Quebec advocates holding a Quebec-wide, federally supervised referendum to give all citizens a chance to choose between Quebec citizenship and Canadian citizenship via the following question: "As a member of the Canadian people in Quebec, do you consent that the Government of Quebec and the Government of Canada separate Canadians and your local territory from Canada in the event of a Yes vote in any Quebec referendum on independence or provincial secession?" Subsequent to the establishment of new boundaries, people having voted Yes and thereby choosing Quebec citizenship will enter Canada only as visitors or, if accepted, as immigrants;

7) The boundary between a separate Quebec and Canada should be negotiated only *after* the federal referendum. Canada should include but not be limited to all the Aboriginal lands in Quebec, that part of Rupert's Land (northern Quebec) now administered by Quebec, and a land corridor linking Ontario to the maritime provinces through Montreal;

5) Si, à la suite d'une question claire et d'une majorité suffisante, les séparatistes remportent un référendum sur l'indépendance et que, par une modification constitutionnelle, le Canada accepte la séparation, alors le Parti canadien du Québec insistera pour que tous les districts électoraux du Québec ayant voté pour rester canadiens demeurent au sein du Canada, dans toute la mesure du possible;

6) Avant la tenue de tout référendum québécois sur l'indépendance, le Parti canadien du Québec préconise la tenue d'un référendum pancanadien supervisé par le gouvernement fédéral afin de donner à tous les citoyens la possibilité de choisir entre la citoyenneté québécoise et la citoyenneté canadienne par la question suivante : « En tant que membre du peuple canadien au Québec, consentez-vous à ce que le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada séparent les Canadiens et votre territoire local du Canada dans l'éventualité d'un vote majoritaire pour le Oui lors d'un référendum québécois sur l'indépendance ou la sécession provinciale? » Une fois les nouvelles frontières établies, les personnes ayant voté Oui, et ayant ainsi choisi la citoyenneté québécoise, ne pourront entrer au Canada qu'à titre de visiteurs ou, si elles sont acceptées, en tant qu'immigrants;

7) La frontière entre un Québec indépendant et le Canada ne devrait être négociée qu'après le référendum fédéral. Le Canada devrait inclure, sans s'y limiter, toutes les terres autochtones du Québec, la portion de la Terre de Rupert (Nord-du-Québec) actuellement administrée par le Québec, ainsi qu'un corridor terrestre reliant l'Ontario aux provinces maritimes en passant par Montréal.

- 8) Canadians living outside the new Canadian boundary should be *compensated by the federal government* for moving into Canada. Compensation will be paid from Quebec assets held in Canada. Quebecers who choose to remain Canadian should have their Quebec Pension Plan assets and benefits transferred to the Canada Pension Plan.

- 9) If ever Canada agrees to separation by constitutional amendment, the boundaries and status of that part of Quebec which stays Canadian should be negotiated by representatives of federal, provincial, and territorial governments, and by those Canadians living in Quebec who have voted to remain Canadian citizens;

- 10) The Canadian government should support the rule of law, the primacy of the Canadian constitution, and the territorial integrity of Canadian Quebec *with federal authority and justice;*

- 11) The Canadian government must oppose, vigorously and consistently, all illegal provincial legislation intended to effect the secession of the province from Canada.

- 8) Les Canadiens vivant à l’extérieur de la nouvelle frontière canadienne devraient être indemnisés par le gouvernement fédéral pour leur relocalisation au sein du Canada. Cette indemnisation sera financée à partir des actifs québécois détenus au Canada. Les Québécois qui choisissent de rester citoyens canadiens devraient voir leurs avoirs et prestations du Régime de rentes du Québec transférés au Régime de pensions du Canada.

- 9) Advenant que le Canada accepte une séparation par voie de modification constitutionnelle, les frontières et le statut de la portion du Québec demeurant canadienne devraient être négociés par des représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, ainsi que par les Canadiens vivant au Québec ayant voté pour conserver la citoyenneté canadienne;

- 10) Le gouvernement canadien devrait soutenir l’état de droit, la primauté de la Constitution canadienne et l’intégrité territoriale du Québec canadien à l’aide des autorités et des tribunaux fédéraux;

- 11) Le gouvernement canadien doit s’opposer, vigoureusement et de manière constante, à toute législation provinciale illégale visant à entraîner la sécession de la province du Canada.

- **BE IT THEREFORE RESOLVED that the Canadian Party of Quebec demand that by means of a referendum supervised by the federal government, the territory of Quebec be divided in two in order to reflect, as accurately as possible, those citizens of Canada resident in Quebec who do not wish to have their rights suspended by the operation of the “Notwithstanding Clause.”**

- **QU’IL SOIT DONC RÉSOLU que le Parti canadien du Québec exige qu’au moyen d’un référendum supervisé par le gouvernement fédéral, le territoire du Québec soit divisé en deux afin de refléter, le plus fidèlement possible, les citoyens du Canada résidant au Québec qui ne souhaitent pas que leurs droits soient suspendus par l’application de la « clause dérogatoire ».**

Parti canadien du Québec
Canadian Party of Quebec

RESOLUTION NO. 2

- Given that “To define and protect the rights of individuals is a prime purpose of the constitution in a democratic state.” – F.R. Scott, former Dean of Law, McGill University;

- Given that the Supreme Court of Canada has already expressed the opinion that “A state … is entitled to the protection under international law of its territorial integrity” if its “government represents the whole of the people or peoples resident within its territory, on the basis of equality and without discrimination”;

- Given that various governments of Quebec have invoked Canada’s “Notwithstanding Clause” to shield their discriminatory legislation from judicial review;

- Given that in the case of Bill 21 banning the wearing of religious symbols, the Quebec Court of Appeal has already ruled that “the Act is protected from the judicial scrutiny thereof which could otherwise have been carried out under the Canadian Charter and the Quebec Charter, and there is no reason to examine the matter or consider a declaratory judgment or any other remedy,” thereby, for five-year periods, paralyzing Canadian rights and elevating Quebec legislation beyond any judicial review whatsoever;

Parti canadien du Québec
Canadian Party of Quebec

RÉSOLUTION N° 2

- Attendu que « Définir et protéger les droits des individus est un objectif fondamental de la constitution dans un État démocratique. » – F.R. Scott, ancien doyen de la faculté de droit, Université McGill ;

- Attendu que la Cour suprême du Canada a déjà exprimé l'opinion suivante : « Un État […] a droit à la protection de son intégrité territoriale en vertu du droit international » si son « gouvernement représente l'ensemble de la population ou des peuples résidant sur son territoire, sur la base de l'égalité et sans discrimination » ;

- Attendu que divers gouvernements du Québec ont invoqué la « clause dérogatoire » de la Constitution canadienne pour soustraire leurs lois discriminatoires à l'examen judiciaire ;

- Attendu que, dans le cas du projet de loi 21 interdisant le port de symboles religieux, la Cour d'appel du Québec a déjà statué que « la loi est soustraite à l'examen judiciaire qui aurait autrement pu être effectué en vertu de la Charte canadienne et de la Charte québécoise, et qu'il n'y a pas lieu d'examiner la question ou d'envisager un jugement déclaratoire ou un autre recours », paralysant ainsi, pour des périodes de cinq ans, les droits canadiens et élevant la législation québécoise au-dessus de tout contrôle judiciaire.

- Given that the regular, sustained, and pre-emptive use of the “Notwithstanding Clause” by various Quebec governments has rendered the following statement moot: “The Notwithstanding Clause would normally attract such political opposition that it would rarely be invoked.” – *Peter Hogg, Constitutional Expert;*

- Given that in a free and democratic society there can be no full and proper citizenship without the existence of fundamental rights;

- Given that Canada’s passport declares (p. 17): “Canada is free, and freedom is its nationality.” – (Le très hon. Sir Wilfred Laurier);

- Given that there can be no freedom in Canada when the Charter of Rights and Freedoms is suspended;

- Attendu que l’utilisation régulière, soutenue et préventive de la « clause dérogatoire » par divers gouvernements du Québec a rendu caduque l’énoncé suivant : « La clause dérogatoire devrait normalement susciter une opposition politique telle qu’elle serait rarement invoquée. » – Peter Hogg, expert en droit constitutionnel ;

- Attendu que, dans une société libre et démocratique, il ne peut y avoir de citoyenneté pleine et entière sans l’existence de droits fondamentaux ;

- Attendu que le passeport canadien déclare (p. 17) : « Le Canada est libre, et la liberté est sa nationalité. » – (Le très honorable Sir Wilfrid Laurier) ;

- Attendu qu’il ne peut y avoir de liberté au Canada lorsque la Charte des droits et libertés est suspendue ;

- Given that between 1992-99, ratified by referendum supervised by the federal government, the territory of Nunavut was separated from the Northwest Territories to afford special authority to the Inuit people;

- Given that in the 1970s through a series of federally supervised referenda the majority German-speaking Swiss canton of Berne was divided in two to produce the majority French-speaking Canton of Jura;

- Given that if Canada is divisible, so is Quebec;

- Given that the Canadian Constitution includes a mechanism for the creation of new provinces;

- Attendu qu’entre 1992 et 1999, à la suite d’un référendum ratifié et supervisé par le gouvernement fédéral, le territoire du Nunavut a été séparé des Territoires du Nord-Ouest afin d’accorder une autorité particulière au peuple inuit ;

- Attendu que, dans les années 1970, par une série de référendums supervisés par le gouvernement fédéral, le canton suisse majoritairement germanophone de Berne a été divisé en deux pour créer le canton majoritairement francophone du Jura ;

- Attendu que si le Canada est divisible, le Québec l’est aussi ;

- Attendu que la Constitution canadienne prévoit un mécanisme pour la création de nouvelles provinces ;

- Given that in a free and democratic society there can be no full and proper citizenship without the existence of fundamental rights;

- Given that certain policies and legislation adopted by successive governments of the province of Quebec, have not taken into account the historic, cultural, linguistic and economic interests of a substantial number of Canadians residing in the province of Quebec who, in and of themselves , constitute a distinct society within that province, committed to Canadian concepts of tolerance, and openness, reflected in a commitment to bilingualism and multiculturalism;

- Given that these Canadians reside largely in a geographic area of the province of Quebec adjoining the provincial border;

- Given that successive Quebec governments have acted in ways which are hostile to these Canadian citizens and ways which have a detrimental effect on their ability to conduct themselves in a manner consistent with their rights as Canadian citizens;

- Attendu que, dans une société libre et démocratique, il ne peut y avoir de citoyenneté pleine et entière sans l’existence de droits fondamentaux ;

- Attendu que certaines politiques et lois adoptées par les gouvernements successifs de la province de Québec n’ont pas tenu compte des intérêts historiques, culturels, linguistiques et économiques d’un nombre important de Canadiens résidant au Québec, lesquels constituent en soi une société distincte au sein de la province, attachée aux valeurs canadiennes de tolérance et d’ouverture, reflétées dans un engagement envers le bilinguisme et le multiculturalisme ;

- Attendu que ces Canadiens résident en grande partie dans une zone géographique de la province de Québec adjacente à la frontière provinciale ;

- Attendu que les gouvernements québécois successifs ont agi de manière hostile à l’égard de ces citoyens canadiens, et ce, au détriment de leur capacité à vivre en conformité avec leurs droits en tant que citoyens du Canada ;

- Given that the utilization of the notwithstanding clause by successive Quebec governments has contributed to the ongoing restriction of rights of Canadian citizens, including the imposition of non-Canadian concepts, such as linguistic and cultural intolerance based on a debased / perverted version of interculturalism, adopted without the support or consent of these Canadian citizens;

- **BE IT THEREFORE RESOLVED that the Canadian Party of Quebec demand that by means of a referendum supervised by the federal government, the territory of Quebec be divided in two in order to reflect, as accurately as possible, those citizens of Canada resident in Quebec who do not wish to have their rights suspended by the operation of the "Notwithstanding Clause."**

- Attendu que l’utilisation de la clause dérogatoire par les gouvernements québécois successifs a contribué à la restriction continue des droits des citoyens canadiens, notamment par l’imposition de concepts non canadiens, tels que l’intolérance linguistique et culturelle, fondée sur une version dénaturée et pervertie de l’interculturalisme, adoptée sans le soutien ni le consentement de ces citoyens canadiens ;

- **QU’IL SOIT DONC RÉSOLU que le Parti canadien du Québec exige qu’au moyen d’un référendum supervisé par le gouvernement fédéral, le territoire du Québec soit divisé en deux afin de refléter, le plus fidèlement possible, les citoyens du Canada résidant au Québec qui ne souhaitent pas que leurs droits soient suspendus par l’application de la « clause dérogatoire ».**

Q AND A WITH JOE CIANFLONE

ENTREVUE AVEC JOE CIANFLONE – QUESTIONS ET RÉPONSES

Parti canc
du Québe
Canadian
of Quebec

A SPECIAL THANK YOU TO ALL OUR VOLUNTEERS

- CYNTHIA COSTIGAN -TEAM LEAD VOLUNTEERS
- CLAUDIA MAHEUX – HISTORIAN AND PHOTOGRAPHER
- CLAUDIA TOCCO – OFFICIAL REPRESENTATIVE AND CFO
- GIULIANA PENDENZA – COMMUNICATIONS OFFICER
- WILL TWOLAN – SOCIAL MEDIA GURU
- JOHNATHAN GRAY – PRESIDENT OF THE EXECUTIVE COMMITTEE
- CHARLES ROBURN – CHAIRMAN OF THE BOARD OF DIRECTORS
- BRENDA SACHIN – VOLUNTEER
- MARY PERCHANOK - VOLUNTEER
- SHAHEEN ASHRAF – VOLUNTEER
- PAUL MICHALOVIC – VOLUNTEER
- LEE MARIE – VOLUNTEER, SINGER AND SONGWRITER

Parti canadien du Québec
Canadian Party of Quebec

UN MERCI SPÉCIAL À TOUS NOS BÉNÉVOLES

- CYNTHIA COSTIGAN -TEAM LEAD VOLUNTEERS
- CLAUDIA MAHEUX – HISTORIAN AND PHOTOGRAPHER
- CLAUDIA TOCCO – OFFICIAL REPRESENTATIVE AND CFO
- GIULIANA PENDENZA – COMMUNICATIONS OFFICER
- WILL TWOLAN – SOCIAL MEDIA GURU
- JOHNATHAN GRAY – PRESIDENT OF THE EXECUTIVE COMMITTEE
- CHARLES ROBURN – CHAIRMAN OF THE BOARD OF DIRECTORS
- BRENDA SACHIN – VOLUNTEER
- MARY PERCHANOK - VOLUNTEER
- SHAHEEN ASHRAF – VOLUNTEER
- PAUL MICHALOVIC – VOLUNTEER
- LEE MARIE – VOLUNTEER, SINGER AND SONGWRITER

CLOSE - FERMETURE

All Music by / Toute la musique est de : Lee Marie

FERMETURE

Toute la musique est de Lee Marie